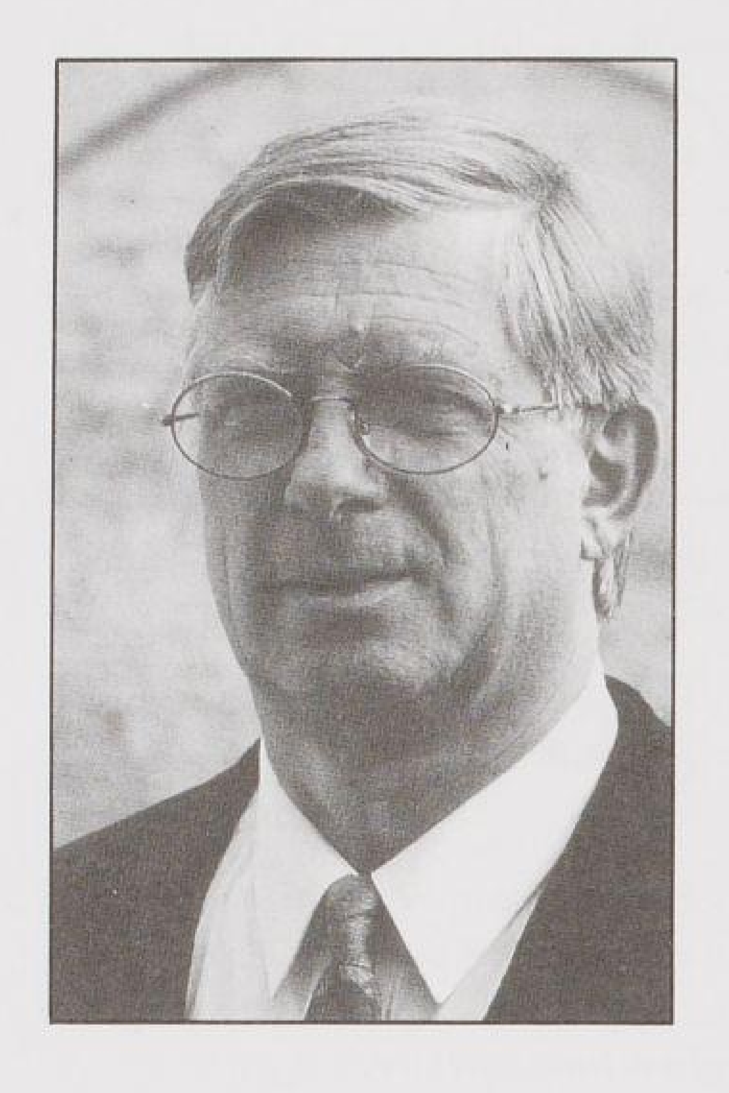


Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

Les 21 et 28 mars prochains, vous allez désigner votre député à l'Assemblée Nationale.

Je serai candidat à cette élection avec mon ami Christian Defarge, *le Maire de Chantérac et le Conseiller Général de Neuvic sur l'Isle.* **Nous représenterons l'Alliance des Français pour le Progrès.**

Pendant ces dix dernières années, en tant que Président du Conseil Général, et depuis 1988 comme Député, je me suis efforcé de moderniser notre département et d'améliorer vos conditions de vie quotidienne. J'ai cependant le sentiment que beaucoup reste à faire.

La crise économique grave actuelle trouve son fondement, d'une part, dans l'instabilité de la paix, avec pour conséquence des investisseurs qui tournent le dos à la production, et d'autre part, dans **les dérégulations dévastatrices liées au libéralisme international.**

Ces deux causes, au moins, engendrent **un ralentissement de la croissance,** *et bien sûr de* **l'emploi.** *L'origine du chômage est essentiellement là. Ainsi les annonces récentes de* **« véritables charrettes de mise à pied »,** *qui touchent des milliers d'ouvriers et de salariés sont annoncées par Boeing, IBM, Volkswagen, Krupp, Philips et Peugeot. On voit bien là* **combien la crise est internationale et combien le libéralisme, à cause de la seule logique du profit, est pervers pour l'homme.** *Pour ces conservateurs, l'économie de marché, depuis l'effondrement du bloc soviétique qui était un contre-pouvoir incontestable, apparaît comme seule possible et triomphante.*

Pourtant, **nous, Femmes et Hommes de Progrès, attachés à la sociale-démocratie** *estimons qu'il est possible* **de trouver l'équilibre entre l'initiative privée et la solidarité.** *Nous l'avons montré. Le modèle français, avec* **son secteur privé dynamique, son secteur public solidaire et concurrentiel et son système de protection sociale** *inégalé au monde, est envié par beaucoup.* **Ce trépied est la base de la paix et de la cohésion sociales dans notre pays. Il faut le respecter.** *La Droite demain au pouvoir ne le fera pas.*

Cependant, la France est frappée de morosité et d'inquiétudes profondes. La Gauche, au pouvoir depuis dix ans, supporte le poids de la crise économique et du chômage. La Droite qui n'a aucune proposition sérieuse pour l'emploi n'hésite pas, de façon démagogique et imprudente, à promettre je ne sais quel « miroir aux alouettes » de la reprise et de l'embauche ! Ceci est malhonnête car **la relance sera internationale ou ne sera pas.**

Nous en avons une conscience aiguë, et c'est pour cela que divers mécanismes ont été mis en place pour « moins mal attendre » : RMI, TUC, CES... ; mais il s'agit là de situations précaires et il faut aller plus loin. Ainsi nous proposons de **partager un minimum le temps de travail et les revenus qui le permettent.** *Cette démarche doit être engagée de façon négociée. Elle doit être le fruit d'accords entre les syndicats et le patronat.*

D'autres marges sont possibles pour induire des disponibilités budgétaires capables de faire apparaître **des emplois de proximité pour aider les personnes âgées dépendantes.** *Il s'agit de la taxation de la robotisation excessive et des plus-values financières.*

Enfin dans le domaine de la gestion prévisionnelle de l'emploi, il y a **la formation professionnelle.** *La loi Jospin a, pour la première fois, introduit* **un réel lien entre l'école et l'entreprise. La formation par alternance** *sera à l'avenir une priorité. N'oublions pas que c'est grâce à l'effort budgétaire sans précédent pour* **l'Education Nationale — c'est le premier budget du pays —** *que ceci est devenu possible.*

Mais **l'autre péril** *d'une victoire des conservateurs et des libéraux serait* **l'altération de nos grands acquis sociaux :** *l'assurance maladie, la retraite par répartition à 60 ans et l'assurance chômage.*

On ne voit pas comment la diminution, voire la suppression de la part patronale des cotisations sociales sans contre-partie sérieuse, ne portera pas atteinte à ces grands mécanismes protecteurs. D'autant que chacun sait que ce sont d'abord les carnets de commandes qui font embaucher les entreprises et non la diminution des charges sociales.

Il est un autre aspect auquel la Gauche est profondément attachée. **C'est le secteur public.** *La Droite a indiqué qu'elle en privatiserait les « bons morceaux » ; c'est-à-dire la partie concurrentielle. Ceci n'est pas acceptable. Des ensembles comme EDF, SNCF, La Poste et les Telecom, l'Aérospatiale, Renault sont notre patrimoine. On ne peut les brader. Nous pensons d'ailleurs qu'une partie des actifs de ces entreprises nationalisées,* **à hauteur de 150 milliards,** *devrait être placée. Les intérêts ainsi produits serviraient à payer ce qui manquera pour les retraites par répartition à partir des années 2005. A ce moment là, il n'y aura plus qu'un actif pour un retraité ; à ce jour, il y a deux actifs pour un retraité.*

Nous sommes aujourd'hui à **une croisée des chemins, à un choix de société.** *La France qui a su garder les acquis sociaux de 1936 et 1945, peut demain, par une arrivée massive de conservateurs à l'Assemblée Nationale, basculer vers le libéralisme.*

Les classes moyennes et modestes en souffriraient gravement. Des mesures comme le SMIC seraient abolies. Les agriculteurs de nos régions, parce qu'ils ne s'intègrent pas dans la mécanique du profit capitaliste, seraient abandonnés. Jusqu'à ce jour, les socialistes ont tout fait pour adapter la PAC et bloquer le GATT. Les libéraux cèderont car c'est leur nature.

Gardons en notre mémoire les immenses dégâts sociaux et économiques induits par le libéralisme aux USA et surtout en Grande-Bretagne. Presque 50 % des britanniques, après 14 ans « d'effet Thatcher », veulent quitter un pays où n'existe plus la moindre solidarité.

La France, *malgré beaucoup d'imperfection et d'incomplétude, a su dans un environnement de rares concurrences,* **affermir sa monnaie, supprimer l'inflation, développer son commerce extérieur et garder un des endettements les plus modestes.** *Dans le même temps elle n'a eu de cesse avec F. Mitterrand et B. Kouchner* **d'agir pour la paix, de lutter contre le racisme et elle a inventé le droit d'ingérence humanitaire.**

Notre société doit garder sa cohésion sociale. *Choisir une direction moins humaniste serait dangereux. Les sociaux-démocrates seront sûrement ceux qui chercheront le meilleur équilibre entre un développement économique dynamique et une solidarité adaptée aux temps modernes.* **C'est notre but avec Christian Defarge.**

En même temps **nous poursuivrons sur le terrain notre action d'hommes proches de vous.** *Qu'il s'agisse du* **désenclavement** *(axe Périgueux-Bordeaux), du* **combat pour l'emploi** *auprès des PME, du* **soutien aux agriculteurs et au monde associatif, de la lutte contre la désertification, nous serons là.** *Simplement et efficacement. Il en sera de même pour renforcer encore* **la présence de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle.**

Un immense travail déjà engagé, devra être continué pour **accueillir les personnes âgées dépendantes.** *Il faudra ouvrir d'autres lits de cure médicale dans les maisons de retraite (St-Astier, Mussidan, Neuvic). Et nous aurons à moderniser encore nos établissements de santé publique (CHG Périgueux, CHS Vauclaire) tout en respectant l'équilibre avec le secteur privé.*

Enfin, et c'est un point important, nous aurons à **redéfinir un site pour l'incinérateur, respectant mieux l'environnement et l'homme.** *Le site de Marsac n'est pas acceptable.*

Nous avons avec mon ami Christian Defarge, déjà beaucoup travaillé en Dordogne et dans la circonscription de Périgueux et de la Vallée de l'Isle. Nous l'avons toujours fait en respectant les uns et les autres avec tolérance, *face à cette crise libérale difficile, violente et souvent inhumaine.*



Les 21 et 28 mars prochains,
nous vous demandons votre confiance pour aller,
dans la solidarité, un peu plus loin avec vous.

Christian DEFARGE
Suppléant
Maire de Chantérac
Conseiller Général de Neuvic
Conseiller Régional d'Aquitaine
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Bernard BIOULAC
Professeur de Médecine à l'Université de Bordeaux II
Ancien Président du Conseil Général
Député sortant
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu, le candidat

IMPRIMERIE FANLAC